

Questions orales

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports): Madame le Président . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Clark: Voici celui qui a le don de perdre contre les Japonais.

M. Pepin: Vous, vous avez le don de perdre tout court.

La réponse à la question au sujet du projet de Ridley Island a trait à l'achat de tuyaux d'acier d'une valeur de 8 millions de dollars. La réponse est très claire. On a fait de grands efforts pour se procurer ces tuyaux au Canada. Cinq sociétés canadiennes, entre autres, ont été priées de soumissionner. Pour une raison ou une autre, chacune d'entre elles s'est déclarée incapable de fournir ces tuyaux spéciaux.

Des voix: Oh, oh!

M. Pepin: Je fournirai un compte rendu détaillé de tous les efforts effectués par le Conseil des ports nationaux et le ministère de l'Industrie et du Commerce pour obtenir ces tuyaux. Si le député conteste la chose, il peut m'adresser une note et je lui fournirai une réponse complète.

* * *

L'ÉCONOMIE

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE PRENDRE DES MESURES DISTINCTES POUR LE CANADA

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre qui, à l'instar du ministre des Finances, a maintes fois laissé entendre que les problèmes dont souffre le Canada sont liés à la conjoncture mondiale. Je le renvoie à l'étude qu'il a mentionnée plus tôt et qui a été menée par le Centre for International Business Cycle Research de l'université Rutgers. Selon cette étude, en effet, le Canada se situe maintenant au dernier rang. D'autres pays ont pris des mesures en totale indépendance des Américains et ont réussi à ralentir la récession chez eux; mais nous, nous ne faisons rien. Cela étant, quand pouvons-nous espérer que des mesures seront prises au Canada? Devrons-nous attendre l'automne et la présentation du budget?

[Français]

L'hon. Pierre Bussières (ministre d'État (Finances)): Madame le Président, l'étude à laquelle se réfère le député exige quelque réflexion. Lorsque le député conclut à partir de cette étude que tous les pays devraient avoir une relance en même temps et ressentir la récession en même temps, je pense qu'il oublie que ce n'est pas comme cela que le monde fonctionne. Il y a eu une relance dans certains pays. Dans d'autres, elle se fait plus lente. Maintenant ce qu'il y a d'encourageant dans cette étude, c'est l'interdépendance des économies, le fait qu'il y ait dans certains pays des signes de relance. Ceci permet d'être optimiste pour qu'on sente très bientôt chez nous également les signes de la relance.

• (1425)

[Traduction]

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'ABAISSE LES TAUX D'INTÉRÊT

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Madame le Président, bien que je ne sois pas nécessairement d'accord avec sa réponse, je sais gré au ministre d'État de s'être donné la peine de me répondre, ce qui est plus que le premier ministre n'a su faire.

J'ai pourtant une question à poser au premier ministre. Son ministre des Finances s'est rendu dans toutes les régions du Canada, très soucieux apparemment de connaître l'opinion des hommes d'affaires, du patronat et des grands investisseurs. Or, comme par hasard, le sondage que vient de publier le Conference Board of Canada—qui groupe des personnalités très au fait de la situation économique—indique que les hausses salariales négociées ne constituent pas un problème grave pour les Canadiens. Pourtant, le ministre des Finances nous répète sans cesse que les ententes salariales sont sa principale préoccupation. Le premier ministre pourrait-il nous dire si le gouvernement va maintenant renoncer à contrôler les salaires et s'attacher aux taux d'intérêt élevés pour relancer l'économie?

[Français]

L'hon. Pierre Bussières (ministre d'État (Finances)): Madame le Président, le député devrait tenir compte du fait que les préoccupations du gouvernement ne touchent pas seulement à une des causes de l'inflation, comme il semble vouloir le dire. Le gouvernement a répété à plusieurs reprises que les divers agents de l'économie ont une influence. Chacun dans son secteur et dans sa sphère de responsabilité doit apporter de la discipline et de la restriction. Le gouvernement lui-même a montré la voie en réduisant de façon plus que sensible ses besoins financiers tels qu'exposés dans le cadre budgétaire. On a l'intention de continuer à donner l'exemple de cette discipline et de cette restriction afin d'en arriver à ce que tous les agents de l'économie se joignent au gouvernement pour assurer la baisse des pressions inflationnistes.

[Traduction]

LA NÉCESSITÉ DE PRENDRE DES MESURES IMMÉDIATES

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Madame le Président, je voudrais poser une question au ministre d'État (Finances) dans l'espoir que le premier ministre veuille y répondre.

Des voix: Bravo!

M. Riis: Lundi dernier, le ministre chargé de coordonner le développement économique du Canada s'est aventuré à dire ce que nombre de simples députés libéraux affirment depuis des mois, tout comme certains ministres—notamment le ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)—à savoir que si les politiques actuelles se maintiennent, il faudra adopter des mesures beaucoup plus énergiques que les interventions actuelles du gouvernement. Le ministre chargé du développement économique a fait savoir que notre situation économique nécessitera probablement l'adoption de mesures hors de l'ordinaire. Étant donné . . .